

## Discours de Rentrée académique du Recteur Bernard Rentier – 18 septembre 2008

### *Du numerus clausus en Médecine et en Sciences dentaires*

Une université est, comme chacun le sait, une institution d'enseignement, de recherche et de services. Elle doit pouvoir accomplir ses missions en toute liberté, limitée seulement par un certain nombre de règles et règlements, de lois et autres contraintes légales, sans ingérence extérieure d'aucune sorte dans l'opportunité de ses recherches et l'indépendance de son jugement pédagogique.

Les événements survenus cet été à la Faculté de Médecine, auxquels je ne peux manquer de faire allusion et qui sont d'ailleurs commentés avec fougue par mes collègues recteurs dans leurs discours de rentrée, ne peuvent échapper à mon analyse, que je conserverai brève car je me suis déjà beaucoup exprimé depuis le mois de juillet, l'ULg étant en ligne de front dans cette histoire. Je ne reviendrai donc pas sur mes critiques d'une intervention externe changeant les règles du jeu de l'étudiant et des professeurs en cours d'année académique, ce qui est contraire à tous les principes d'engagement pédagogique. Je ne reviendrai pas sur un jugement qui nous a obligés à gérer nos attestations d'une année à l'autre en dépit du plus élémentaire bon sens. Je ne reviendrai pas sur un jugement qui a tenté d'obliger un jury à changer ses décisions de délibération sur la base de la contestation de la pondération d'un cours à la demande d'un étudiant sur 400. Je ne reviendrai pas sur ces incohérences et sur ces ingérences dont je signale quand même qu'elles risquent fort de compromettre la sérénité des jurys au grand désavantage des étudiants, in fine. Je n'y reviendrai pas parce que je veux regarder devant nous et faire en sorte qu'un tel chaos ne se reproduise plus.



Mais je ne m'étendrai pas non plus en un débat pourtant inévitable, sur la réalité de la demande médicale et sur le rôle pervers de la limitation de l'accès aux numéros INAMI.

Espérer établir un *numerus clausus* en premier bac sans reçus-collés, c'est comme vouloir faire une omelette sans casser des œufs. Seul un miracle ferait correspondre le nombre de réussites au nombre d'attestations disponibles. C'est précisément, entre nous soit dit, ce qu'on nous demande de faire, puisque nous devons proclamer "ajournés" ceux qui ne se classent pas en ordre utile. Un faux, en quelque sorte, puisque sur la base de tous les autres critères, ils auraient réussi. Espérer que ce système puisse devenir bon est illusoire.

C'est pourquoi les doyens des facultés de Médecine ont proposé un examen d'entrée. D'emblée, cette proposition, pourtant étudiée avec beaucoup de soin, a été rejetée en raison de son soi-disant caractère anti-social et l'idée qu'il ne permettrait pas un contingentement précis. Quelques jours plus tard, ce contingentement précis était pulvérisé puisqu'on ajoutait, entre les deux sessions, 200 attestations à répartir sur deux ans. Voilà un argument qui disparaissait instantanément. Aujourd'hui, dans une unanimité qui est une première historique, les recteurs des trois universités complètes relancent cette proposition car on ne peut critiquer sans proposer d'alternative. Notre Ministre la décrit dans la presse d'avant-hier comme une "fausse bonne solution" dit-elle "car les étudiants seront jugés sur base de leur parcours scolaire et sur des matières qui n'ont rien à voir avec la médecine".

Tout d'abord, je fais remarquer que le concours de fin de premier bac n'est pas non plus particulièrement médical (chimie, physique, biologie, pour l'essentiel). Par ailleurs, si on analyse bien le document proposé par les doyens, on voit que l'examen est pensé pour éviter ces écueils autant que faire se peut. Il porte sur des capacités de compréhension, d'analyse et de synthèse, beaucoup plus que sur des capacités de mémorisation ou l'accumulation de matière acquise.

Qu'il y ait des différences de qualité dans les établissements d'enseignement secondaire ne fait aucun doute, mais il est à la mode aujourd'hui de considérer qu'il s'agit là d'un tabou, d'un problème qui ne peut être évoqué ni mesuré (voyez la levée de boucliers face au test que propose le Ministre Dupont).

On préfère ne pas savoir ou faire semblant de ne pas savoir et repartir soi-disant à zéro à l'université. Comme si les disparités bien connues des six ans du secondaire pouvaient être aplanies par une première année de bac universitaire. C'est fameusement minimiser le déficit de formation que de croire qu'il s'efface ainsi en un an. Chacun aujourd'hui peut mesurer le taux de succès dans telle ou telle branche à l'université des élèves de tel ou tel collège, lycée ou athénée. Quand donc quelqu'un osera-t-il dénoncer ces œillères qui pervertissent notre enseignement secondaire ? On ne peut ignorer cela aujourd'hui. On ne peut plus nier l'importance d'évaluer nos enseignements, quels qu'ils soient. Rejeter un examen d'entrée sur cette base, c'est entériner définitivement le décalage entre les institutions, tout en en le reconnaissant mais en considérant qu'il n'y a rien à faire et que l'écart ne pourra que continuer à grandir. Qu'on arrête donc de brandir ce spectre de l'inégalité des chances et qu'on se décide à l'affronter de face. Et comment mieux le faire qu'en se fixant des objectifs ? La réussite d'un examen d'entrée intelligemment pensé peut être un objectif — parmi d'autres certes — mais un objectif tangible. Le nier est une dérobade. D'autant plus que la capacité à affronter une année de premier bac universitaire est conditionnée par les mêmes inégalités. Ce sont elles qu'il faut combattre bien plus tôt déjà et qu'il faut arriver, dans le secondaire, à gommer.

Faire de nos enfants des universitaires accomplis, ça se prépare bien avant. Et un pays comme le nôtre ne peut espérer maintenir son niveau de développement que par la qualité de ses diplômés

de l'enseignement supérieur, en compétition flagrante avec ceux des pays émergents, la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, pour ne citer que ceux-là. Alors ressaisissons-nous et ne nous réfugions pas derrière le caractère soi-disant inéluctable des inégalités.

Si les recteurs défendent l'idée d'un examen d'entrée, ils restent néanmoins ouverts à d'autres solutions, mais ils demandent que le pour et le contre des diverses propositions soit pesé honnêtement et sans parti pris. Ils demandent en tout cas, que l'on trouve une solution acceptable, et que l'on cesse d'empêcher les étudiants de faire les études qu'ils ont envie de faire alors qu'ils en sont jugés capables. C'est un droit humain fondamental qui prime par rapport aux initiatives législatives locales ou contextuelles.

Tout ceci souligne la nécessité, pour nos universités, non pas de s'adapter à la baisse pour pallier les manquements de la préparation qui précède, mais de s'adapter à la hausse par l'exigence et l'excellence, seuls atouts à développer face à la compétition internationale. Je ne parle pas ici de mondialisation ni de marchandisation, deux concepts qu'en matière universitaire, je réprouve. Je parle de l'émulation avec les autres universités du monde pour que nos diplômés trouvent, aujourd'hui et demain, dans un monde de plus en plus ouvert et mobile, mais aussi changeant, une place de choix et un réel épanouissement. Un tel objectif implique des coûts exorbitants et il est vrai que notre enseignement universitaire reste un des plus mal financés au monde. Heureusement, nous avons acquis cette capacité extraordinaire de faire bien avec peu, et nous en sommes fiers, mais nous ne devons pas cesser de combattre pour que chacun comprenne que l'investissement dans la formation des jeunes est notre meilleur placement.

#### De l'évolution du paysage de l'enseignement supérieur

Nos universités doivent se définir des spécialités et des priorités, se singulariser. Trouver les complémentarités. La qualité d'une université, à l'avenir, sera bien moins fonction de sa taille ou de sa localisation géographique que de sa capacité à s'insérer dans des réseaux scientifiques internationaux, donc de sa capacité à innover, à s'adapter rapidement aux évolutions de la recherche et de l'enseignement, et à proposer une offre de formations qui la "labellise" de manière originale. Pour cela, elle se doit de définir clairement ses points de force, évidemment liés en premier lieu à la recherche. Elle doit, en permanence, mettre en évidence les originalités et l'excellence de sa recherche, dans des domaines qu'elle ne devra pas hésiter à choisir préférentiellement et à faire largement connaître.

L'ULg est, plus que toute autre dans son environnement proche, une université de recherche et cette qualité rejaillit sur celle de son enseignement. Ceci se vérifie aisément lorsque l'on compare le pourcentage du subventionnement officiel (lié à un calcul basé sur le nombre d'étudiants "subsidiables") aux financements de recherche obtenus sur la base d'une évaluation compétitive. C'est par là qu'elle attirera des étudiants et des chercheurs étrangers. C'est par là aussi qu'elle améliorera sa notoriété, donc ses positions dans les classements internationaux. Reconnaître les évolutions du monde qui nous entoure n'est pas forcément les approuver. Nous adapter à ces évolutions ne signifie pas que nous renoncions à ce que nous sommes, mais au contraire que nous affirmions notre volonté de jouer, dans un contexte certes difficile, plus ouvert et plus incertain, notre rôle d'université publique.

Que peut faire l'Université de Liège pour concrétiser son objectif de positionnement international ? Plus les moyens dont on dispose sont limités, plus il est important de bien les gérer. Un premier volet des réformes que je vais proposer concerne donc la gouvernance de l'Université et en particulier les procédures d'allocation des ressources pour l'enseignement et, surtout, aspect trop négligé jusqu'ici, pour la recherche. Pour bien gérer, il faut se connaître et, par conséquent,

introduire une culture de l'évaluation va de pair avec la révision des mécanismes d'allocation de ressources. Finalement, améliorer les procédures de travail dans le but de garantir une meilleure constance des prestations de chacun a le potentiel d'améliorer la productivité globale au sein de l'institution, tout en ayant un effet positif sur son image auprès de ceux qui sont en contact avec elle.

La réputation et la visibilité internationale d'une Université dépendent largement de ses contacts dans le monde aussi bien institutionnels qu'individuels, de sa capacité à recruter des étudiants, chercheurs et enseignants en dehors de sa sphère régionale et de la mobilité de ses membres. Les relations avec les autres institutions universitaires et de recherche, l'internationalisation de notre recrutement, la mobilité de nos étudiants et de notre personnel doivent



donc faire l'objet d'une attention soutenue et constituent le deuxième volet des actions proposées. Il est clair que la mobilité exige la connaissance des langues, élément indissociable d'une ouverture internationale.

A côté des collaborations internationales nombreuses et de la politique structurée et volontariste que nous mettons actuellement en place depuis trois ans, je puis vous annoncer le lancement d'un vaste projet «Universités de la Grande Région», en collaboration toute particulière avec l'Université de Sarrebrücken, co-financé par l'Europe et la Région Wallonne. On y trouve un module Gouvernance, un module Ouverture que nous pilotons et un module Recherche. Nous y trouverons des moyens de co-diplomation, de drainage d'étudiants en master et de partage de compétences notamment en cursus transfrontalier et en capacités transversales, ainsi que des moyens de publicité.

Finalement, une université ne peut se développer qu'en symbiose avec son contexte régional et avec une communauté d'anciens et d'amis qui la soutiennent. La coopération avec les autres acteurs régionaux de la recherche et de l'enseignement, les services offerts, en particulier la formation permanente, le développement d'un esprit "maison" dans une communauté d'anciens que l'on cultive, sont des ingrédients essentiels qui font l'objet de nouvelles mesures mises en route ou qui le seront prochainement.

Le paysage de l'Enseignement supérieur en Communauté Française de Belgique gagnerait beaucoup en lisibilité si, après le regroupement en Académies, ce qui est fait, et la fusion des institutions en leur sein, ce qui est en cours, on se décidait à prolonger l'effort en intégrant les filières de type long. Ainsi les étudiants se verraient proposer, à l'entrée dans le supérieur, une gamme étendue de possibilités au sein-même de l'Université. Cela permettrait de gommer les idées préconçues quant à une hiérarchie de qualité et de mérite, de revaloriser les filières des Hautes Ecoles dans l'Université agrandie et, par conséquent, de faire disparaître le besoin de venir en touriste à l'université pour y subir des échecs et devoir se réorienter vers ce qui est alors pris comme un "pis-aller".\_ En outre, la coexistence, au sein des universités, des différentes filières permettrait une orientation plus efficace, une aide au choix, mais aussi une réorientation rapide et intégrée par des passerelles simples dans un sens comme dans l'autre. Ces rassemblements sous une seule bannière universitaire doivent évidemment satisfaire à une certaine logique de

zone géographique. Mon point de vue diffère en cela de celui de certains de mes collègues recteurs, cela ne vous étonnera pas, mais je suppose que la logique prévaudra.

Malheureusement, les possibilités légales d'ainsi intégrer ces enseignements sont rares et ne sortent qu'au coup par coup. Il serait bon qu'elles aboutissent vite. Nous avons bénéficié cette année de l'habilitation conférée à la Haute Ecole de la Ville de Liège Hazinelle pour l'organisation conjointe d'un bachelier, puis d'un master en Traduction-Interprétation. La première rentrée est significative: 122 étudiants sont inscrits à ce jour, révélant le vif intérêt des étudiants pour ces disciplines qui sont plus que demandées à Liège. Par ailleurs, je puis déjà vous annoncer un scoop: les deux hautes écoles du réseau officiel de la Communauté Française, "Charlemagne" et "Robert Schuman", déjà associées à notre Académie, vont prochainement fusionner pour former la Haute Ecole Wallonie-Europe. Dès que les conditions décrétales le permettront, elles s'intégreront à notre université.

### De l'implication de l'ULg dans la recherche et l'enseignement en Environnement

L'ULg a d'excellentes spécialités en recherche et en enseignement. Parmi celles-ci on compte l'Environnement. Pratiquement toutes les facultés sont concernées. Mais en plus, l'ULg dispose d'une panoplie d'outils unique au monde, avec des implantations judicieusement situées, dans des environnements grandement menacés et particulièrement adéquats où ses chercheurs mesurent, depuis de nombreuses années, les variations essentielles du milieu.

Le milieu marin à la station de recherches océaniques Stareso en Corse, depuis une trentaine d'années. Le milieu atmosphérique, particulièrement la haute atmosphère à l'observatoire du Jungfraujoch en Suisse, depuis une soixantaine d'années. Le milieu terrestre à la station du Mont-Rigi, dans l'environnement si particulier des Hautes Fagnes, depuis 80 ans.

Ces stations constituent un investissement régulier qu'il ne faut en aucun cas interrompre car les coûts sont largement couverts par les bénéfices scientifiques de l'accumulation des données exploitables parfois dans des applications inattendues. Toutes ces stations apportent un tableau de bord précieux quant à l'état de la planète et sont aujourd'hui internationalement reconnues comme telles. Mais les compétences de l'ULg dans le domaine de l'Environnement ne se limitent pas aux recherches effectuées dans ces stations privilégiées. Elles impliquent également notre Département de Science et Gestion de l'Environnement à Arlon, nos partenaires de l'Académie Wallonie-Europe à la Faculté d'Agronomie de Gembloux, l'Aquapôle, le Centre Environnement, et de nombreux chercheurs de toutes les facultés.

Il était donc logique qu'avec ces nombreux atouts et son positionnement en matière de recherches sur l'Environnement, l'ULg en fasse son thème-clé pour l'année académique qui commence. Bien évidemment, cette mise en avant ne s'arrêtera pas à la fin de l'année. Lorsque nous décidons d'un thème annuel (l'an dernier, c'était la Culture), c'est une impulsion que nous voulons donner, un tremplin que nous voulons offrir. C'est pour nous l'occasion de faire prendre conscience à la Communauté universitaire et au dehors, de la richesse et de la variété de nos compétences dans cette thématique. L'exposition que vous pourrez visiter après la séance vous en donnera une petite idée. Plus de 200 programmes de recherche en cours ou d'actions diverses dans le domaine de l'Environnement y sont exposés. A découvrir aussi sur le site [Planet'ULg](#).

A titre d'exemple, je vais vous présenter dans quelques instants un [court métrage sur nos activités à l'observatoire des Alpes Bernoises au Jungfraujoch](#), qui vous montrera la qualité de l'équipement, la situation exceptionnelle mais surtout la persévérance et la régularité, d'apparence ingrate, des études scientifiques qui y ont été menées pendant près de soixante ans



et qui apportent aujourd'hui à la communauté scientifique mondiale une multitude de données uniques et essentielles sur les variations de la composition de la haute atmosphère. De tels films existent également sur Stareso et sur un grand nombre de nos activités de recherche à l'étranger.

Cette année, la Rentrée académique à l'ULg a mis une sourdine à son protocole rituel et se focalise sur ses chercheurs et sur leurs travaux. C'est cela que nous tenons à mettre en évidence avant tout, car ce sont eux qui font de l'Université ce qu'elle est, avec tout ce qu'elle a d'instructif, d'utile et même d'indispensable pour l'essor d'une région. Qu'ils en soient remerciés chaleureusement par cette mise en avant que nous avons souhaitée.

J'ai l'intention de proposer une réforme universitaire qui permettra de favoriser la recherche dans quatre grands axes: les sciences de l'environnement, les sciences du vivant, les sciences de la matière et enfin les sciences humaines et de la société. Si l'expérience d'aujourd'hui est concluante, je suggère qu'elle soit reconduite les années prochaines avec la mise en évidence de chacun des autres grands axes d'activité universitaire car c'est là ce que nous avons de meilleur.

Je vous remercie.

### Le GIEC à l'honneur

---

Comme je vous le disais en commençant, le thème de cette Rentrée Académique est la Recherche sur l'Environnement. Comment mieux choisir nos invités qu'en demandant à des membres éminents du GIEC de nous rejoindre. Le GIEC est le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Evolution du Climat, IPCC en anglais). Le Conseil Académique de l'Université, composé de près de 500 professeurs, a adopté à la quasi unanimité la proposition des Autorités académiques de décerner au GIEC (IPCC), par l'intermédiaire de son président, le Dr. Rajendra Kumar PACHAURI, les insignes de Docteur Honoris causa. Le Dr. Pachauri avait accepté notre invitation et il serait parmi nous si une mauvaise hernie discale ne l'empêchait de prendre l'avion, ce qu'il a déjà dû faire pour assister à Paris, il y a quinze jours, à sa réélection comme président. Il a néanmoins tenu à vous adresser quelques mots par [videoconférence](#).

Le Professeur Jean-Pascal Van Ypersele, de l'UCL, a été élu à la vice-présidence, ce dont nous le félicitons chaleureusement. C'est une position de très haute visibilité et responsabilité internationale qui rejaillit sur toute la communauté universitaire de notre pays. Je retracerai brièvement son parcours tout à l'heure.

Le Professeur Philippe Mathieu, de l'ULg est également membre du GIEC et, à ce titre, a partagé l'honneur du prix Nobel avec l'ensemble des membres de cet organisme en 2007. Ingénieur Civil Physicien de notre Université en 1968 et Docteur en Sciences appliquées en 1973. Il enseigne essentiellement la production d'énergie sous toutes ses formes, centrales à combustibles fossiles, centrales nucléaires et énergies renouvelables. Ses activités de recherche se concentrent sur les technologies de diminution des émissions de CO2 dans les centrales de puissance. Il y a une quinzaine d'années, il a joué un rôle de pionnier dans le domaine des technologies à émission nulle. Il a organisé le premier séminaire international sur le sujet à Liège en 1995. Sur le plan national, il a fait partie de la commission AMPERE dont l'objectif était de faire un état de la question sur les technologies de production d'énergie entre 2000 et 2015. Plus récemment, il a participé au « Printemps de l'environnement » organisé par le Ministre Paul Magnette. Sur le plan international, il a participé à plusieurs projets européens sur le captage et le stockage du CO2. Il est l'auteur d'un grand nombre de publications et de communications dans des congrès internationaux sur le sujet. Il fait aussi partie de l'Editorial Board de deux grands journaux et il a contribué au rapport technique du GIEC sur le captage et le stockage du CO2 paru en 2005.

Ces deux personnalités symbolisent clairement le rôle de plus en plus essentiel que jouent les chercheurs universitaires, d'une part, dans la prise de conscience de l'impact perturbateur de l'homme sur le climat, d'autre part dans la recherche de solutions à l'émission de gaz responsables de l'effet de serre et enfin dans la recherche d'améliorations technologiques en vue d'une solution permettant d'exploiter une énergie propre, sans déchets et perpétuellement disponible.

Au cri d'alarme des climatologues, sur la base d'informations de plus en plus précises et nombreuses, s'ajoutent aujourd'hui les initiatives des économistes pour trouver les formules décourageantes ou incitantes, des techniciens pour résoudre les problèmes et apporter des innovations performantes et des politiques pour prendre les décisions stratégiques et réserver les fonds permettant de les mettre en œuvre.

Aujourd'hui, le GIEC coordonne tout cela. Il a été fondé en 1998 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PMUE).

Le Pr Jean-Pascal van Ypersele est docteur en Sciences physiques, climatologue et Professeur à l'UCL, à l'Institut d'Astronomie et de Géophysique Georges Lemaître. Il s'est spécialisé dans la simulation des changements climatiques et a effectué un séjour de recherche au National Center for Atmospheric Research (NCAR, Boulder, Colorado). Il s'est intéressé à l'effet des activités humaines sur le climat et, inversement, à l'impact des changements climatiques sur les écosystèmes et les activités humaines. Il est l'auteur de nombreux articles scientifiques et de publications de vulgarisation concernant les changements climatiques et le développement durable. Il est en particulier l'un des auteurs des rapports d'évaluation du GIEC. Il est membre du Conseil Fédéral du Développement Durable et en préside le Groupe de travail "Energie et climat". Il a dirigé la délégation belge à de nombreuses conférences des Nations Unies sur le climat et le développement durable, notamment comme représentant des Services fédéraux de la politique scientifique. En 2001, il a été conseiller scientifique pour les matières climatiques auprès de la Présidence belge de l'Union européenne. En 2002, il a été élu membre du Bureau du GIEC et Vice-président du Groupe de travail II du GIEC (impacts des changements climatiques). Interenvironnement-Wallonie lui a décerné en 1999 une "Palme pour l'environnement". En 2005, il a été nommé membre de la Commission "Energie 2030". Le 3 septembre 2008, lors de la 29e session du GIEC rassemblant 157 pays à Genève, il en a été élu Vice-Président.

---

URL: [http://www.ulg.ac.be/cms/c\\_188829/fr/seance-de-rentree-academique-2008-discours-de-bernard-rentier-recteur](http://www.ulg.ac.be/cms/c_188829/fr/seance-de-rentree-academique-2008-discours-de-bernard-rentier-recteur)

© ULg